

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Direction
des Collectivités locales
et de l'Environnement

Le PREFET des COTES d'ARMOR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1987 autorisant l'INSTITUT de SELECTION ANIMALE (I.S.A.) dont le siège social est situé au FOEIL, lieu-dit « Mauguerand » à exploiter à L'HERMITAGE-LORGE, lieu-dit « Le Parc », un élevage de 74 000 volailles (48 000 pondeuses, 26 000 poulettes) ;
- VU la demande présentée par I.S.A. en vue d'être autorisé à exploiter à cette adresse (section C5 n°s 529, 557 et 558) un poulailler d'une capacité de 10 080 animaux-équivalents (poules reproductrices) en extension d'un élevage existant de 69 192 animaux-équivalents (45 000 poulettes, 24 192 poules et coqs reproducteurs), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande, notamment le document modificatif ramenant le cheptel au nombre initial 74 000 animaux-équivalents (34 272 pondeuses, 39 728 poulettes) ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de L'HERMITAGE-LORGE (19 juillet 1996), ALLINEUC (27 juin 1996), PLOEUC-sur-LIE (26 juin 1996), GAUSSON (28 juin 1996), SAINT-HERVE (20 juin 1996) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 26 juillet, 31 mai, 17 juin ainsi que celui du Directeur des Collectivités Locales et de l'Environnement en date du 10 septembre 1996 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 octobre 1996 prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée d'une période de trois mois ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 13 novembre 1996 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 29 novembre 1996 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

L'INSTITUT de SELECTION ANIMALE est autorisé à exploiter à cette adresse (section C5 n°s 529, 557 et 558), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 74 000 animaux-équivalents de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- élevage existant restructuré : 34 272 pondeuses,
 39 728 poulettes,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1) L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

2) Prescriptions complémentaires

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements de déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au Service des Installations Classées des Services Vétérinaires des Côtes d'Armor. Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de L'HERMITAGE-LORGE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'INSTITUT de SELECTION ANIMALE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'INSTITUT de SELECTION ANIMALE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1987 susvisé.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de l'HERMITAGE-LORGE,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'INSTITUT de SELECTION ANIMALE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de ALLINEUC, PLOEUC-sur-LIE, GAUSSON, SAINT-HERVE, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 16 DEC. 1996

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Jean-François PAGES